

Prise de position

Déclaration de la Quatrième Rencontre du Forum de São Paulo

Cuba, juillet 1993

Le Forum de São Paulo est une initiative du P.T. (Parti du Travail) du Brésil. Il réunit quelque 115 partis et mouvements politiques de gauche en *Amérique latine*. Fondé en 1990, il tint successivement ses réunions annuelles à São Paulo (1990), Mexico (1991), Managua (1992) et La Havane (1993). La déclaration qui suit a été produite lors de la rencontre de Cuba. Les déclarations précédentes ont été publiées dans le *Bulletin Sud-Sud*, (1992), n° 1, 2 et 3, (CETRI, Louvain-la-Neuve).

Déclaration

La quatrième rencontre du Forum de São Paulo, qui s'est tenue à La Havane du 21 au 24 juillet 1993 en présence de 112 organisations membres et de 25 observateurs de la région, a constitué une preuve de la vitalité des forces politiques, nationalistes et anti-impérialistes, démocratiques et populaires, de gauche et socialistes, d'Amérique latine et de la Caraïbe, qui oeuvrent à des changements profonds dans le sous-continent. La présence de 43 observateurs des forces politiques d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie et d'Afrique, indique la portée du Forum.

Le choix de La Havane, lors de la 3^e rencontre, s'est avéré capital: d'une part, il a permis d'intégrer 30 forces anti-colonialistes populaires et démocratiques de la Caraïbe, ce qui consolide notre effort d'unité; d'autre part, il nous a sensibilisé à la situation difficile du peuple cubain et nous a permis de constater les conséquences graves de l'embargo et de la politique d'agression systématique de l'administration nord-américaine, ainsi que la fermeté et l'obstination des Cubains pour préserver leurs conquêtes économiques et sociales. Dans une région où plus de 180 millions de Latino-Américains et Caribéens vivent dans un état de misère extrême, ces acquis révolutionnaires sont encore plus significatifs.

Aussi la 4^{ème} rencontre a-t-elle réitéré sa condamnation ferme de l'embargo impérialiste et s'est engagée à intensifier les actions politiques de lutte pour sa levée et qui visent à l'intégration totale et inconditionnelle de Cuba dans la communauté continentale dont l'île fait partie.

Le Forum de São Paulo est devenu un fait sans précédent. Des forces politiques aux orientations idéologiques différentes, ont découvert une nouvelle façon de progresser sur la voie difficile, mais incontournable, de l'unité dans la diversité, et ce à partir du développement historique d'un sous-continent ethniquement et culturellement métis, qui fonde sa capacité à forger un modèle de société souveraine, solidaire, juste et intégratrice.

L'Amérique latine et la Caraïbe, insérées dans un monde unipolaire formé de blocs économiques hégémoniques où les termes de l'échange et la division internationale du travail sont redéfinis selon des paramètres technologiques, résistent à l'application du modèle néolibéral.

L'année dernière a vu les premières brèches dans ce projet libéral, jusqu'alors hégémonique. La destitution des présidents brésilien, vénézuélien et guatémaltèque témoigne de la force de la mobilisation

sociale et d'une volonté de changement qui s'est exprimée, tant dans la lutte contre la corruption que dans le refus de la politique économique. Les résultats du référendum en Uruguay sont une autre preuve de ce rejet, puisque 72% des votants se sont opposés à la politique de privatisation des sociétés publiques imposées par le néolibéralisme.

1. Un monde unipolaire

Les retombées des politiques néolibérales sont encore plus visibles aujourd'hui. L'ouverture économique anarchique, la confiance aveugle en un marché contrôlé par les oligarchies et les sociétés transnationales, l'organisation de l'économie à seule fin de garantir le paiement de la dette extérieure et l'assujettissement aux politiques préconisées par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), entraînent la destruction de branches industrielles, notamment des branches nationales, accentuent les déséquilibres entre les divers secteurs de l'économie, accroissent le déficit des balances commerciales et des balances des paiements, voire ramènent certaines économies au stade de l'exportation de matières premières, et minent les possibilités d'autonomie alimentaire, tout en générant le chômage et en affichant un désintérêt total pour l'égalité et la justice sociale.

Aussi, malgré la croissance enregistrée dans certains pays, il n'y a eu aucune augmentation de l'emploi, les Etats nationaux se sont affaiblis, ils se sont déchargés de leurs responsabilités en matière de besoins sociaux. Souveraineté nationale affaiblie et croissance des inégalités contribuent à la paupérisation de la population.

Il est en outre de plus en plus difficile d'occulter cette pauvreté. Aujourd'hui, les gouvernements et les organismes internationaux la reconnaissent formellement. Le 3ème Sommet ibéro-américain a dû intégrer cette question à son ordre du jour.

L'absence de démocratie économique et sociale, le trafic de drogue, la corruption, le militarisme, le terrorisme d'Etat, l'impunité dont jouissent les appareils de répression et de renseignement, constituent les plus graves menaces pour l'instauration de la démocratie politique.

2. La nécessité de démocratie politique

Le Forum a souligné l'importance de la lutte pour la démocratie politique, comprise comme le produit historique du combat des peuples. Il a affirmé la nécessité d'approfondir la démocratie en combinant les mécanismes représentatifs avec des formes de démocratie participante et directe, et en intégrant luttes institutionnelles et luttes sociales. Il a aussi affirmé la nécessité de reconnaître et d'intégrer la pluralité ethnique et culturelle, et l'égalité des sexes à l'exercice de la démocratie.

La défense et l'approfondissement des conquêtes démocratiques passent aussi par la lutte contre la corruption, pratique répandue au sein des élites politiques, tant sous ses formes traditionnelles que dans son versant néolibéral. La corruption est une question politique et éthique. Elle met à nu la tentative des classes dominantes de privatiser davantage l'Etat, au service de leurs intérêts corporatistes et privés.

La démocratie est incompatible avec la persistance du colonialisme qui assujettit encore divers peuples du sous-continent, et avec les restrictions à la souveraineté et à l'indépendance imposées par la domination économique et politique extérieure.

L'état actuel de l'économie et de la politique conduit à des violations continuelles des droits de l'homme, provoque des soulèvements sociaux et des actes désespérés, de même qu'une large mobilisation populaire contre le néolibéralisme. Il incombe dès lors aux forces progressistes de diriger et d'organiser les luttes sociales dans une perspective politique de portée historique.

Si l'on veut relever le défi posé par la misère et la crise morale, l'instabilité sociale et politique, l'autoritarisme, il faudra passer du stade de la dénonciation et de la résistance à celui des propositions et des alternatives concrètes. Plusieurs des forces participant au Forum devront relever ce défi en 1993 et 1994, notamment à l'occasion d'élections présidentielles au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Salvador, au Mexique, au Panama, en Uruguay et en République Dominicaine. Le Forum soutient partout la revendication d'élections honnêtes et démocratiques.

Il est donc urgent de formuler et de mettre en oeuvre des projets de développement qui, tout en traduisant les intérêts et la force organisée des mouvements populaires, visent une croissance économique durable, indépendante, écologiquement rationnelle, dans un cadre de distribution des richesses équitable et d'approfondissement de toutes les formes de démocratie.

Ce projet repose sur les changements économiques, politiques et sociaux qui permettent aux larges masses d'avoir accès à l'emploi, la consommation, la propriété et les droits civiques. Il devra prévenir la dégradation de l'environnement provoqué par l'appât insensé du gain, de même que la misère extrême.

Nous refusons la formule: «D'abord la croissance, la distribution ensuite». Il faut définir une stratégie de croissance qui intègre la distribution des richesses. Ce projet de développement implique d'associer le marché et la fonction de régulation de l'Etat, excepté dans les colonies, et de promouvoir les changements structurels indispensables à un développement assorti de démocratie et de justice sociale et à la garantie des politiques sociales: éducation, santé, logement, transports.

3. Croissance et distribution

Ce projet ne peut occulter la mondialisation croissante de l'économie, au sein de laquelle les Etats-Unis entendent réserver à l'Amérique latine et à la Caraïbe le rôle de simple appendice de leur économie, en fonction des intérêts du grand capital, ce qui rend d'autant plus nécessaire l'intégration sous-continentale des peuples et des nations.

L'intégration doit intervenir en tant que processus politique et économique de rassemblement comme bloc politique, et confère la volonté de compenser les écarts entre les différentes économies de même que la complémentarité. Seule une communauté latino-américaine et caribéenne de nation, économiquement et politiquement intégrée sera capable de s'insérer en toute indépendance dans un monde contrôlé par les grands blocs économiques dont les politiques sont contraires aux intérêts des peuples.

L'indépendance, le développement, la démocratisation et l'intégration ne sont pas des étapes séparées. Il s'agit de processus intégrés, interactifs et simultanés dans le cadre d'une action économique et politique.

L'intégration doit viser les activités productives, des articulations politiques et des objectifs sociaux envisagés dans une perspective sous-continentale. Aussi, on peut et on doit promouvoir la recherche scientifique et technologique commune, en répartissant les ressources humaines et naturelles et en diffusant l'accès au développement des universités et centres de recherche.

Bien que les Etats-Unis doivent réaménager leurs relations avec le sous-continent, compte tenu de leur échec en ce domaine, le Forum constate que le gouvernement actuel ne fait que suivre la politique de ses prédécesseurs.

4. Souveraineté nationale

La présence militaire au Panama, l'occupation illégale de la base de Guantanamo et le maintien du blocus de Cuba, l'interventionnisme conjugué ou non à la lutte contre le trafic de drogue, ainsi que les pressions politiques et économique-commerciales sur ces pays, tout cela doit changer si les Etats-Unis souhaitent concrètement tisser de nouveaux liens avec la région. Ils doivent respecter l'auto-détermination des peuples du Sud et partant, la pluralité des systèmes économiques et sociaux du sous-continent.

Le Forum de São Paulo considère que le statut colonial de Porto Rico, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, ainsi que d'autres territoires, est inacceptable, et fait sienne la cause de l'indépendance nationale et l'auto-détermination des peuples concernés tout comme il reconnaît la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines.

Il exprime son soutien aux efforts déployés par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN) et l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (URNG) en Amérique centrale pour renforcer les processus de paix et pour assouplir et concerter les politiques en faveur des majorités populaires. Il juge très importante la reprise des négociations en

Colombie en vue d'un règlement politique du conflit armé et condamne l'instauration d'un régime autoritaire, militaire et pseudo-constitutionnel au Pérou, qui ne contribuera guère à résoudre les graves problèmes de ce pays-frère.

Le Forum soutient la lutte du peuple haïtien pour le rétablissement de la démocratie et l'ordre constitutionnel qui passe par le retour du Président légitime. Il met en garde contre l'utilisation de l'«Accord de New York» comme prétexte pour intervenir militairement dans le pays.

Il considère juste et nécessaire de rappeler que la violation systématique des droits de l'homme, la dépendance, l'injustice sociale et les dictatures, sont autant d'antécédents des conflits susmentionnés et qu'ils ont jalonné, avec plus ou moins d'intensité, l'histoire du sous-continent. C'est pourquoi toutes les forces patriotiques démocratiques et progressistes d'Amérique latine doivent lutter sans relâche pour les éradiquer définitivement.

5. Pour un nouvel ordre mondial

Le Forum affirme la nécessité de lutter pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial, dont la teneur a été définie lors de la 3ème rencontre de Managua.

Les organismes supra-nationaux, qui ont vu le jour dans un contexte mondial différent, s'avèrent aujourd'hui totalement inadaptés et iniques. La façon dont on invoque et utilise le droit international, ainsi que les Nations Unies et leur Conseil de Sécurité, conditionne et bafoue la souveraineté et l'indépendance des Etats.

Arguant de prétextes légitimes, on dénature l'interprétation des normes, soumises aux intérêts des grandes puissances, soumises à leur tour à l'hégémonie militaire des Etats-Unis. Pour preuve, l'agression militaire contre l'Irak, l'occupation militaire, sous prétexte humanitaire, de la Somalie, les menaces nucléaires proférées par l'impérialisme contre la République démocratique et populaire de Corée, les sanctions imposées à la Libye, tandis que les résolutions contraignantes relatives à Israël restent lettre morte, ce qui revient à être complice de ses agressions et du drame que vit le peuple palestinien dans sa lutte pour un Etat indépendant.

Contrairement au climat de désillusion, de frustration et de vide qui prévalait ces dernières années, la quatrième rencontre s'est déroulée dans un contexte d'essor des luttes populaires et des avancées de la gauche latino-américaine et caribéenne pour renouveler sa pensée.